



Royaume des Pays-Bas

MASOLO

* Masolo (mot en lingala) signifie "nouvelles en bref"

Nr 65 / Août - Septembre 2018



BULLETIN D'INFORMATIONS ÉCONOMIQUES DE L'AMBASSADE DU ROYAUME DES PAYS-BAS À KINSHASA



Présentation des résultats de l'étude sur la volaille

Une étude initiée en 2017 par l'Ambassade néerlandaise et implémentée par l'Université de Wageningen, sur la faisabilité de l'autosuffisance dans le secteur avicole de Kinshasa, a récemment été publiée. L'étude prouve que, bien qu'il y ait un grand potentiel dans le secteur avicole, il y a plusieurs facteurs qui empêchent le secteur de devenir entièrement autosuffisant : (1) les importations sont souvent moins chères que les produits locaux ; (2) les consommateurs ne considèrent pas la qualité quand ils achètent des produits avicoles et, par conséquent, préfèrent souvent acheter des produits importés moins chers et d'une qualité inférieure ; (3) les denrées alimentaires coûtent trop chers.

Le rapport montre que si le secteur avicole devenait totalement autosuffisant, il faudrait investir 25 millions d'USD pour les poules pondeuses et 62 millions d'USD pour les poules de chair. L'étude a conclu qu'en prenant en considération tous les facteurs, il est difficile d'atteindre un niveau d'autosuffisance tout en réduisant à court terme la dépendance aux importations. Beaucoup d'obstacles doivent encore être levés, à savoir les politiques nationales et la sécurité, peu d'éléments dans la chaîne de valeur du secteur avicole et un faible niveau de connaissances et de compétences. Bien qu'on ne doive pas s'attendre à des investissements privés dans l'immédiat, il y a quand-même un rôle à jouer pour les investissements publics afin d'améliorer progressivement certains aspects de la chaîne de valeur du secteur avicole de Kinshasa. (Photo: Infomédiaire)

Actualités néerlandaises - Août

- PAGE 2**
- FMI: Les Pays-Bas parmi les pays les plus touchés en cas d'un Brexit 'dur'
 - Nouveau PDG pour le FMO
 - Africa Works! 2018
 - La société néerlandaise WeTransfer souhaite entrer en bourse en Europe

Actualités en RDC - Août

- PAGE 3**
- Le Congo fait face à une demande d'arbitrage de 20 millions d'USD visant un projet agricole échoué
 - La RDC ouvrira les parcs de Virunga et Salonga aux entreprises pétrolières
 - Rapport sur le climat d'investissement 2018
 - Le revenu national brut par habitant a baissé de 10 USD en RDC
 - Vers le lancement des opérations d'open market !

Congo-Brazzaville & Afrique - Août

- PAGE 4**
- Les classes moyennes africaines, un véritable casse-tête pour les multinationales
 - L'entrepreneuriat en Afrique
 - Le Congo bientôt placé sous tutelle du FMI
 - Le Congo va s'inspirer du Rwanda pour sécuriser ses recettes publiques

Consultez la page 5 pour la table des matières de Masolo Septembre

FMI: Les Pays-Bas parmi les pays les plus touchés en cas d'un Brexit 'dur'



Les Pays-Bas sont un des pays qui seront le plus touché en cas d'un Brexit 'dur', a annoncé le FMI. Si en mars prochain la Grande-Bretagne quittait l'UE sans aucun accord commercial fixé, le revenu national néerlandais diminuerait de 0,7%.

Le rapport du Fonds a expliqué que le scénario d'un Brexit 'souple' - où le Royaume-Uni quitterait l'union douanière mais garderait l'accès au marché unique et accepterait de se soumettre aux règles de l'UE - « impliquerait un coût presque nul pour toute l'UE ». Entre-temps, la Commission européenne a dit que le risque d'un Brexit sans accord est de plus en plus grand et que les entreprises et les particuliers doivent se préparer à n'importe quel scénario.

En juillet, trois membres néerlandais du Parlement ont soumis des questions au gouvernement en leur demandant de préciser quelles seraient les conséquences, dans le cas d'un Brexit sans accord, pour les citoyens anglais des Pays-Bas et les ressortissants néerlandais du Royaume Uni. (Source : Dutch News. Photo: Dutch Review)

Africa Works! 2018

Etabli en 2012 par le Netherlands-African Business Council (NABC, 'Conseil Commercial néerlandais-africain'), Africa Works!, est une conférence thématique semestrielle organisée pour positionner, promouvoir et commercialiser le continent africain comme destination pour le commerce et l'investissement profitable.

La conférence de cette année aura lieu du 19 au 20 septembre à Rotterdam, aux Pays-Bas. Une visite à Africa Works! informera, inspirera et connectera le secteur privé néerlandais et européen avec plusieurs entreprises et représentants gouvernementaux d'Afrique. Les éditions précédentes de Africa Works! ont attiré 400 à 500 visiteurs par jour. L'édition de Africa Works! de 2016 a été adressée par Klaas Knot, Président de la Banque Centrale des Pays-Bas, alors que l'édition de 2012 a été fréquentée par la Reine Maxima des Pays-Bas.

Cette année, Africa Works! aura comme thème les Villes Futures de l'Afrique. Le premier jour sera dédié à 'Construire les Villes africaines du Futur', alors que le deuxième jour se focalisera sur 'Alimenter les Villes africaines du Futur'. (Source : Africa Works!)

Nouveau PDG pour le FMO



Peter van Mierlo a quitté son poste de Président du Conseil de Gestion et Directeur Associé chez PwC Pays-Bas, pour rejoindre FMO (la Banque néerlandaise de développement). Pieter van Mierlo succède à Jürgen Rigtink, qui avait quitté FMO en avril de cette année pour continuer sa carrière à la Banque européenne pour la Reconstruction et le Développement.

Sa nomination a été approuvée par la Banque Centrale des Pays-Bas et a été notifiée aux parties prenantes de FMO. « Peter van Mierlo apporte un nouveau souffle de connaissances, de leadership et d'expérience en gestion de haut niveau » a dit Pier Vellinga, Président du Conseil de Surveillance de FMO.

Concernant sa nomination, Peter van Mierlo a dit : « Je me réjouis de cette nouvelle étape dans ma carrière. Cette position m'offre l'opportunité de favoriser la prospérité avec une équipe qui a une expertise prouvée dans le développement économique inclusif et durable dans les marchés émergents. J'ai hâte de collaborer avec mes nouveaux collègues à FMO et nos partenaires, pour rendre cela possible. » (Source : FMO. Photo: Het Financieele Dagblad)

La société néerlandaise WeTransfer souhaite entrer en bourse en Europe



La société en ligne néerlandaise, WeTransfer, envisage une entrée en bourse en Europe. Une entrée telle qu'a fait Euronext à Amsterdam, correspondrait mieux à la taille de la société, a dit le PDG, Gordon Willoughby. La possibilité d'être coté en bourse aux Etats-Unis ne semble pas encore une option, car l'entreprise est encore trop petite.

« En ce moment, on pense que notre taille et ampleur sont plus adaptées à une entrée en bourse en Europe, » a dit Willoughby. En intégrant le marché boursier, WeTransfer souhaite donner l'opportunité aux investisseurs d'encaisser leurs parts de l'entreprise. De plus, la société a des projets d'expansion.

Par exemple, à côté du service de transfert de documents qui l'a rendu célèbre, la société veut se concentrer sur la création d'outils pour les méthodes de travail dans l'industrie créative. Dans le long terme, WeTransfer veut pénétrer la bourse américaine, vu que c'est le plus grand marché au monde de publicité en ligne. (Source et Photo : De Telegraaf)

Le revenu national brut par habitant a baissé de 10 USD en RDC

Le revenu national brut par habitant (RNB) a baissé de 10 dollars américains en RDC entre 2016 et 2017, passant de 460 USD à 450 USD. D'après la Banque mondiale, ce niveau maintient la RDC parmi les économies à « faible revenu » pour l'exercice 2019.

Pour atteindre le seuil de « Revenu intermédiaire de la tranche inférieure », le RNB devrait être relevé à 546 USD. En effet, les économies à faible revenu sont définies comme celles dont le RNB par habitant, calculé selon la méthode de l'Atlas de la Banque mondiale, est de 995 dollars ou moins. Les pays à revenu intermédiaire inférieurs se situent entre 996 et 3 895 dollars.

Les économies à revenu moyen supérieur entre 3 896 et 12 055 dollars, et ceux à revenus élevés est de 12 056 dollars ou plus. La RDC est le septième pays africain à avoir une économie à faible revenu. (Source: Zoom Eco)

La RDC ouvrira les parcs de Virunga et Salonga aux entreprises pétrolières

Le gouvernement de la République Démocratique du Congo a dit qu'il est en train d'ouvrir des parties de ses fameux parcs nationaux de Virunga et Salonga pour l'exploitation pétrolière. Les parcs abritent plusieurs espèces menacées et rares, comme les gorilles, les bonobos et les éléphants de forêt.

Des tentatives antérieures pour l'exploitation pétrolière des entreprises dans les parcs avaient rencontrées une résistance féroce des militants écologistes et des droits des animaux, montrant que les opérations pétrolières mettraient en danger la faune et émettrait dans l'atmosphère des quantités énormes de dioxyde de carbone.

Mais Kinshasa a dit qu'ils avaient le droit de permettre l'exploitation dans les parcs, ajoutant qu'ils seraient attentifs aux animaux, à la vie végétale et aux sites inscrits au Patrimoine Mondial de l'UNESCO. Le gouvernement a dit qu'environ 21 pourcent de Virunga serait déclassifié. Virunga abrite la moitié des gorilles de montagne dans le monde et est la deuxième plus grande forêt tropicale. (Source : AllAfrica)

Le Congo fait face à une demande d'arbitrage de 20 millions d'USD visant un projet agricole échoué



Africom Commodities Pty Ltd, une société privée basée à Potchefstroom, en Afrique du Sud, a signé un contrat avec le gouvernement en 2014 pour gérer le projet agricole Bukanga Lonzo, de 800 km² dans l'ouest du Congo. Le projet était censé être le premier de 22 parcs agro-industriels en RDC. Le gouvernement a dit que les parcs résoudraient les pénuries alimentaires en RDC et seraient un modèle pour d'autres pays africains qui cherchent à combattre la faim et réduire les lourdes factures des importations alimentaires.

Mais, Africom a quitté Bukanga Lonzo en juillet 2017, disant qu'ils n'étaient plus payés par le gouvernement depuis presque une année. La production du maïs et des autres récoltes alimentaires a été arrêtée et le gouvernement essaie de faire revivre le projet. Africom a soumis une demande d'arbitrage à la Cour Internationale d'Arbitrage à Paris. La société demande le paiement d'arriérés de 19,79 millions d'USD a dit son PDG, Christo Grobler. (Source: Reuters. Photo: Investing.com)

Vers le lancement des opérations d'open market !

La Banque centrale du Congo (BCC) a prévu de lancer les opérations d'open market au courant de l'année 2018. Ces opérations consistent à intervenir sur le marché monétaire pour acheter ou vendre des titres contre de la monnaie centrale pour fournir ou retirer des liquidités aux établissements financiers.

Par cette procédure, la BCC cherche principalement à modifier, à la baisse ou à la hausse, les taux du marché monétaire. D'après une note de l'autorité monétaire, cette réforme vise trois objectifs majeurs, à savoir : (i) piloter les taux d'intérêt sur le marché monétaire, (ii) renforcer la gestion de la liquidité bancaire et (iii) consolider le signal d'orientation de la politique monétaire.

Il s'agit d'une réforme qui fait partie d'une série de mesures initiées au cours de ces dernières années par la Banque centrale pour renforcer le cadre opérationnel de sa politique monétaire. (Source : Zoom Eco)



Rapport sur le climat d'investissement 2018

Chaque année, le département d'Etat américain publie un rapport public sur le climat d'investissement. Selon ce rapport, la République Démocratique du Congo (RDC) a les ressources pour atteindre la prospérité pour sa population, et sert comme catalyseur pour la croissance économique en Afrique. Néanmoins, malgré ce potentiel, la RDC peine à fournir la sécurité, les infrastructures et des soins de santé adéquats. Environ 75 pourcent de sa population vit avec moins de deux dollars par jour. L'incertitude grandissante relative aux élections reportées continue à dissuader les investissements étrangers directs.

De plus, le nouveau code minier draconien pourrait dissuader des investissements de grande envergure dans le secteur. La valeur du Franc congolais s'est déprécié d'environ 24 pourcent contre le dollar américain (en 2016 et 2017). Simultanément, l'inflation a atteint jusqu'à 55 pourcent en 2017. Globalement, les entreprises en RDC font face à de nombreux défis, y-inclus la fragilité d'une infrastructure fonctionnelle, la corruption endémique à tous les niveaux de gouvernement, les services fiscaux prédateurs, la pénurie de travailleurs qualifiés, un système judiciaire très faible et la persistance des conflits armés. (Source: www.state.gov. Photo: DailyMirror.uk)

Le Congo bientôt placé sous tutelle du FMI

Le FMI a décidé d'envoyer une nouvelle mission, au mois d'août prochain, afin de négocier la mise en place d'un programme d'ajustement budgétaire. Une négociation que le régime Sassou engage dans une position d'affaiblissement.

En effet, selon le FMI, les livres comptables du Congo affichent à ce jour une dette extérieure représentant près de 120% de son PIB. La courbe macroéconomique du Congo est en décroissance depuis 2015. Par ailleurs, la mauvaise gestion et l'explosion de la dette extérieure ont fortement contribué au marasme économique du pays.

Depuis 2013, la dette du Congo dépasse largement le plafond des 60% exigé par les critères de convergence de la CEMAC. En outre, les arriérés de paiement aux créanciers étrangers sont évalués à plus de 56 milliards de FCFA par le FMI (soit 85,3 millions d'euros). C'est à la Chine, son premier prêteur, que le Congo doit le plus d'argent, suivie de la France et du Brésil. (Source : Les Afriques)

Le Congo va s'inspirer du Rwanda pour sécuriser ses recettes publiques



Le ministre congolais des Finances et du Budget, Calixte Nganongo, a déclaré que numériser le secteur des Finances publiques est un impératif qui permettra au Congo de garantir la traçabilité de ses recettes à l'exemple du Rwanda. « Le Congo est très en retard en matière de transparence dans la circulation des ressources financières publiques. Il est aujourd'hui inacceptable que les différentes opérations financières continuent de se faire de manière manuelle », a-t-il expliqué.

L'exigence de réformes qui corrobore avec les instructions du Fonds Monétaire International dans la perspective d'un accord financier, devrait inscrire le Congo sur la voie d'une gestion moderne des deniers publics grâce à la numérisation interconnectée de l'ensemble du système des recettes de l'Etat. Depuis le début de l'année 2018, le Congo s'est lancé dans une opération de redressement de son économie. Cet élan est insufflé par la série de réformes enclenchées dans divers secteurs de l'Etat dont le secteur de l'économie et des finances. (Source : Ici Brazza. Photo: Pagesafrik)

Les classes moyennes africaines, un véritable casse-tête pour les multinationales



Plusieurs études de prestigieux cabinets de conseil et institutions financières ont conclu à l'émergence d'une classe moyenne africaine qui embrasse précipitamment le consumérisme. «Alors que l'Afrique subsaharienne abrite certaines des économies les plus dynamiques du monde et que des études font état de l'augmentation du pouvoir d'achat des consommateurs, certaines multinationales constatent que leurs activités dans la région ne sont pas performantes. », a expliqué William Attwell, analyste chez Frontier Strategy Group.

«Sur les 370 millions d'Africains relevant de la classe moyenne identifiée par la BAD, 250 millions ont un revenu situé entre 2 et 4 dollars par jour, soit juste à la limite supérieure de l'indigence, ce qui interdit par définition, de les englober dans la classe moyenne », regrette Bernard Lugan, un historien français spécialiste de l'Afrique. Bien que leurs avis divergent encore sur la taille des classes moyennes africaines, les experts sont unanimes quant à la tendance à l'augmentation constante de la classe intermédiaire et parlent de classes moyennes hétéroclites. (Source: Agence Ecofin. Photo: Deleaden.Wordpress.com)

L'entrepreneuriat en Afrique



Il y a nulle part au monde, excepté en Afrique, où on trouve autant d'adultes qui commencent à gérer ou gèrent des nouvelles entreprises. Et 80% des Africains voient l'entrepreneuriat comme une possibilité de carrière valide, selon le rapport conjoint de la Banque africaine de développement (BAD), l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques (OCDE) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Aussi, les entreprises avec moins de 20 employés et moins de cinq ans d'expérience sont les plus grands employeurs du secteur formel en Afrique, alors que 22% de la population en âge de travailler commence un nouveau business (le taux le plus élevé au monde).

A travers le monde, l'Afrique a le taux le plus élevé de femmes entrepreneurs et chaque jour des nouvelles entreprises naissent dans le continent. Ainsi, l'Afrique est aussi nommée « la prochaine frontière », c'est à dire que les nations les plus développées dans le monde, cherchent à participer à la révolution économique accélérée de l'Afrique en mettant leur argent là où il y a un besoin. (Source : Techcabal.com. Photo: Awpnetwork.com)



Les principaux développements macroéconomiques de la RDC de mai à juin 2018; positifs, mais la pauvreté s'accroît

En général, la tendance positive macroéconomique de début 2017, a continué toute la période d'avril à juin 2018, grâce au climat propice à l'exportation des minerais congolais et des politiques strictes de la Banque Centrale et du Ministère des Finances. On prévoit une croissance de plus de 4% pour 2018, légèrement plus élevée que la croissance de la population (+/- 3 – 3,5%). On s'attend à avoir, pour la fin de l'année, un PIB par tête de +/- 540 USD. L'inflation annuelle se situe autour de 5%, alors qu'il y a une année, elle était de +/- 20%. Le Franc congolais, après une forte dépréciation en 2016/2017, est resté stable ces derniers temps, avec une perte de valeur de seulement 3% contre l'USD, pour le deuxième trimestre de 2018.

Les réserves de devises nettes demeurent à plus d'un milliard d'USD (1,2 milliards d'USD = 5 semaines d'importation de biens et services). Le budget pour 2018 était d'environ 5 milliards d'USD; les dépenses ont atteint un quart du budget après les 6 premiers mois de 2018. Les revenus pour l'état montent (environ 332 million d'USD par mois) et l'excédent budgétaire n'est pas exclu vers la fin de l'année (partiellement à cause de la sous-utilisation). En 2019, les revenus de l'état vont s'accroître significativement dû à l'implémentation du nouveau code minier. La situation de la pauvreté reste inquiétante, la RDC reste un des pays africains où la pauvreté continue à progresser. En 2019, la RDC, sera classée deuxième en chiffres absolus, après le Nigéria et avant l'Inde. (Photo: Borgen Magazine)

Actualités néerlandaises - Septembre

- PAGE 6**
- Les investisseurs dans l'immobilier des grandes villes des Pays-Bas gagnent beaucoup d'argent
 - Le Fonds contre le Travail des Enfants à nouveau disponible
 - Moins d'investissements américains aux Pays-Bas
 - L'énergie extracôtière 2018!

Actualités en RDC - Septembre

- PAGE 7**
- Augmentation de l'exportation du café du Sud Kivu vers les Pays-Bas
 - Grand Inga : bientôt la finalisation du projet
 - La firme Samsung ferme ses portes en RDC
 - Les opérateurs économiques suivent de près le processus électoral en RDC
 - Le gouvernement parviendra-t-il à faire disparaître les sacs plastiques ?

Congo-Brazzaville & Afrique - Septembre

- PAGE 8**
- Dans quels pays et secteurs investir en Afrique durant les cinq prochaines années ?
 - Le prochain Nobel d'Economie 2018 serait-il africain ?
 - La hausse des prix du baril de pétrole ne profite pas encore au Congo
 - Fête d'indépendance sur fonds de crise économique

PAGE 9 Post Scriptum

- Le Fonds du Partenariat ODD (SDGP)
- Informations Pratiques & Contact

Moins d'investissements américains aux Pays-Bas



Les entreprises américaines investissent de moins en moins aux Pays-Bas. Cela est principalement dû aux réformes fiscales aux États-Unis. Au total, les entreprises américaines ont investi 946 milliards de dollars aux Pays-Bas en 2017. Environ 80 pourcent de cet argent n'est pas resté aux Pays-Bas, mais a transité vers d'autres pays. Les entreprises étrangères utilisent souvent des holdings basées aux Pays-Bas, généralement des sociétés écrans ou des entreprises dites « boîte aux lettres », pour payer moins de taxes.

Les Pays-Bas sont un des pays les plus attractifs au monde pour ce type de transaction financière. Le gouvernement néerlandais planifie de mettre un terme à cela. Le Secrétaire d'Etat aux Finances, Menno Snel, a annoncé une liste de mesures, dans laquelle les premières étapes seront implémentées l'année prochaine. Il souhaite que les Pays-Bas attirent des entreprises avec de vraies activités économiques qui vont générer des emplois dans le pays. De telles entreprises seront accueillies chaleureusement, avait-il dit. « Mais on les fermera si l'entreprise est seulement là pour acheminer des fonds. » (Source: NLTimes. Photo: Shutterstock)

L'énergie extracôtière 2018!

L'Exposition et la Conférence sur l'Energie Extracôtière (the Offshore Energy Exhibition & Conference, OEEC) sera organisée à Amsterdam du 22 au 24 octobre 2018. La conférence est l'événement principal de l'Europe sur l'énergie extracôtière. Elle est unique, réunissant l'industrie du pétrole & gaz, des éoliens marins et de l'énergie marine.

Avec l'industrie en transition, l'OEEC offre aux professionnels de l'énergie extracôtière, une plateforme idéale pour faire du réseautage, discuter et s'informer sur l'avenir de l'énergie. L'édition OEEC de 2017 avait attiré 12.145 participants, représentant 90 nationalités. Pour l'édition de 2018, plus de 12.500 visiteurs sont prévus, ainsi que plus de 1.500 délégués. L'événement de trois jours inclut une exposition où plus de 600 entreprises présenteront leurs produits et services.

La conférence abordera les questions actuelles et futures de l'industrie extracôtière, couvrant les développements du pétrole et du gaz, des éoliens marins et de l'énergie marine. De plus, OEEC abordera les défis techniques, opérationnels et commerciaux associés à la croissance future du secteur. (Source : Offshore-Energy.biz)

Les investisseurs dans l'immobilier des grandes villes des Pays-Bas gagnent beaucoup d'argent



Amsterdam, Rotterdam, Utrecht et La Haye sont parmi les dix villes les plus lucratives pour des investisseurs immobiliers européens. Amsterdam était même la première l'année passée, avec un rendement de 16,4%, selon l'étude de la société d'ingénierie Sweco. Utrecht (3ème avec 14,2%), La Haye (6ème avec 12,3%) et Rotterdam (10ème avec 11,2%) ont également connu un rendement élevé.

D'après Laurens-Jan Portier, consultant chez Sweco: « Aux Pays-Bas, les investissements se font surtout dans la logistique, les bureaux et les maisons. La construction est à la traîne, alors que la demande est croissante, et pour cette raison, les biens immobiliers sont un investissement assez sûr pour les investisseurs immobiliers. A cause de l'offre limitée, les prix augmentent. »

Les investisseurs dans la propriété immobilière néerlandaise sont des acteurs d'Europe et d'Asie, selon Portier : « On voit une fuite des capitaux énorme de l'Asie vers le marché européen. » Sweco croit que le marché immobilier européen continuera d'être très rentable cette année et l'année prochaine. (Source: MSN. Photo: Foxserv.net)

Le Fonds contre le Travail des Enfants à nouveau disponible



Le Ministère des Affaires Étrangères met à disposition 35 millions d'euros jusqu'à la fin de 2022, pour éliminer le travail des enfants dans les chaînes de production des entreprises néerlandaises. Le Fonds contre le Travail des Enfants (Fund against Child Labor, FBK) est géré par l'Agence de l'Entreprenariat néerlandaise (RVO) au nom du Ministère des Affaires Étrangères. Le fonds sera ouvert, aux soumissionnaires de projets, plusieurs fois au cours des années à venir. En plus, le fonds est disponible aux subventions, au partage des connaissances, à la consultance et aux conseils.

Des consortiums de business, d'ONG et de partenaires locaux auront la possibilité de poser leurs candidatures pour le premier tour des subventions, du 23 juillet au 3 décembre 2018. Le fonds soutient des entreprises qui souhaitent faire de la recherche locale dans les causes profondes du travail des enfants dans leurs chaînes de production et implémenter des mesures pour combattre cela au niveau local. Par ailleurs, le fonds prévoit aussi que les entreprises mettent en place des mesures au sein de leurs propres organisations et puissent examiner leurs propres procédures d'achats. (Source: RVO. Photo: Mreza-mira.net)

Les opérateurs économiques suivent de près le processus électoral en RDC

Le processus électoral en cours intéresse les investisseurs et les opérateurs économiques. Selon le professeur Mabi Mulumba, président de la commission économique et financière du Sénat, la RDC ne pourra enregistrer de nouveaux investisseurs qu'après les élections prévues le 23 décembre car ils ne souhaitent pas prendre de risques.

« Il est difficile pour le moment de dire qu'est-ce que la décision du président de ne pas briguer un troisième mandat apporte comme point positif à la situation économique du pays. Les investisseurs présents au pays vont continuer à investir comme d'habitude mais les nouveaux investisseurs, eux, vont attendre la fin du processus », a commenté le professeur Mabi.

Depuis plusieurs mois, les importations en RDC ont sensiblement baissé suite à des différentes manifestations organisées dans quelques villes du pays pour exiger l'alternance démocratique. Les opérateurs économiques, à travers la Fédération des entreprises du Congo (FEC) souhaitent voir la situation politique se dénouer pour permettre à l'économie nationale de retrouver sa stabilité. (Source : Deskeco)

Le gouvernement parviendra-t-il à faire disparaître les sacs plastiques ?

Le 1er juillet, est entré en vigueur le décret interdisant la fabrication, la vente et l'importation des emballages plastiques en RDC. L'État congolais avait promis de se montrer impitoyable contre tout contrevenant. Des inspecteurs industriels, environnementaux et la Police Nationale, ont été déployés pour assurer le contrôle, et les fraudeurs sont sanctionnés par des amendes et pénalités. Déjà, dans les supers marchés de Kinshasa, les marchandises sont désormais mis dans des emballages biodégradables fabriqués en cartons ou en tissus.

En RDC comme partout dans le monde, le sac plastique fait partie des principales menaces de l'environnement. Selon le Fonds mondial pour la nature (WWF), 8,8 millions de tonnes de plastique rejoignent les mers chaque année. La fermeté affichée des autorités congolaises emboîte le pas à plusieurs pays dont le Rwanda. Mais, si le Rwanda est aujourd'hui présenté comme un pays sans sacs plastiques, l'application du décret pourrait être mise à rude épreuve en RDC. Tant les obstacles sont légion. (Source : Africanews/ACP/MCP)

Augmentation de l'exportation du café du Sud Kivu vers les Pays-Bas



Créé depuis 2014, la Société Coopérative des Producteurs Novateurs du Café au Kivu (SCPNCK) qui produit et exporte le café spécialisé aux Pays-Bas, encadre actuellement 2 135 producteurs de café dans l'île d'Idjwi au Sud-Kivu et a créé 1 205 emplois saisonniers.

Le partenariat avec THIS SIDE UP, lui a permis d'exporter 76,8 tonnes de café spécialisé aux Pays-Bas. Grâce à l'accompagnement technique de Agriterra la SCPNCK dispose de certificats organique symbolisant les petits producteurs. Elle a participé en juin 2018 à l'exposition « World of Coffee » à Amsterdam.

Grace à son partenariat avec Trabocca, la SCPNCK pourra exporter aux Pays-Bas plus de 345 tonnes de café spécialisé. Cette coopération entre la SCPNCK, THIS SIDE UP et Trabocca va créer de nouveaux emplois, amener les communautés à travailler ensemble pour la paix, le développement et améliorer les revenus des paysans caféiculteurs. (Photo: Coffee Capsules Direct)

Grand Inga : bientôt la finalisation du projet

La rencontre, en août dernier, entre le chef de l'Etat congolais, Joseph Kabila, et son homologue sud-africain, Cyril Ramaphosa, a permis de souligner les avancées positives dans les négociations en cours. On note de plus en plus un intérêt réel au niveau des deux parties pour une accélération du processus devant permettre de lancer le Grand Inga. Le Grand Inga, un méga-barrage de quarante gigawatts érigé sur le fleuve Congo qui fournira deux fois la production électrique du barrage des Trois gorges en Chine, actuellement la plus grande centrale hydroélectrique au monde.

Le Grand Inga aura la capacité de satisfaire au moins 40 % des besoins énergétiques du continent africain. Il est attendu que, lors de la tenue prochaine du onzième sommet ordinaire de la grande Commission mixte entre la RDC et la République d'Afrique du Sud, les étapes devant mener à la finalisation de ce projet puissent être abordés. (Source : Adiac Congo)



La firme Samsung ferme ses portes en RDC

La firme sud-coréenne Samsung n'a pas trouvé son compte en RDC et a donc décidé de fermer ses portes a déclaré l'ambassadeur de la Corée du Sud, M. Ki-Chang Kwon. La circulation sur le marché congolais de plusieurs faux produits « Samsung » constitue l'une des raisons du départ de cette firme, s'est désolé Ki-Chang Kwon.

« La vente des produits Samsung ici n'a pas rencontré leurs critères qu'ils établissent dans le monde entier pour maintenir leurs compagnies ouvertes ici [en RDC]. J'ai aussi appris des représentants de Samsung qu'il y a beaucoup de produits Samsung contrefaits ici », a regretté le diplomate sud-coréen.

Il indique que la contrefaçon n'est pas la raison majeure de la fermeture des activités de Samsung en RDC, mais constitue l'une des raisons. « Je ne vais vous dire de quel pays proviennent les produits contrefaits. Je ne veux pas avoir des conflits diplomatiques avec d'autres pays », a indiqué Ki-Chang Kwon. (Source : Radio Okapi. Photo: Samsung Rumors)

La hausse des prix du baril de pétrole ne profite pas encore au Congo

Le Congo ne tire pas encore les bénéfices de la remontée du prix du baril de pétrole, à cause des dettes envers ses créanciers. La persistance de la crise financière qui gangrène la société congolaise depuis 2014, a eu pour conséquence plusieurs mois de salaires impayés dans plusieurs secteurs sociaux.

La Caisse de retraités de la fonction publique cumule plus de 12 mois d'impayés, ce qui rend impossible, depuis 2015, la prise en charge de près de 20.000 fonctionnaires. Cette situation tend à se généraliser dans presque toutes les sphères actives de la société congolaise tant du privé que du public. En moyenne, les retards de salaire avoisinent les 10 mois d'arriérés.

Le Premier Ministre congolais, Clément Mouamba s'est montré optimiste quant à la fin de cette situation de crise en rassurant les députés de la signature imminente d'un accord financier avec le Fonds Monétaire International (FMI), au regard des réformes entreprises par le gouvernement au sujet de la bonne gouvernance. (Source: Ici Brazza)

Fête d'indépendance sur fonds de crise économique



Le Congo-Brazzaville a fêté son 58e anniversaire d'indépendance, mais le pays traverse une grave crise financière. Malgré les efforts du gouvernement, aucun accord n'a pu être signé avec le FMI. L'institution financière internationale continue d'exiger aux autorités des mesures audacieuses. Le dernier rendez-vous a été annulé pour la sixième fois. « On attendait que le Congo fasse de vraies réformes sur la SNPC. Les mêmes dirigeants qui sont à l'origine du chaos, à l'exception de Denis Christel Sassou Nguesso qui a sauté, sont toujours là.

Au niveau du portefeuille public, toutes les entreprises sont en faillite, quelles sont les mesures prises ? Il n'y a rien. » commente l'économiste Assen Bozire, membre de l'ITIE. La situation est intenable pour la population, notamment les boursiers et les retraités dont les pensions ne sont plus payées. Récemment, le ministre des Finances, Calixte Nganongo s'est inquiété de ce que les prévisions de 1.600 milliards de FCFA ne seraient pas atteintes, faute d'une importante mobilisation des recettes publiques. (Source : VOA. Photo: Ici Brazza)

Dans quels pays et secteurs investir en Afrique durant les cinq prochaines années ?



Une étude publiée par Havas Horizons (service de conseil pour les pays émergents) intitulée « Financer la croissance africaine à l'horizon 2023: perception des investisseurs internationaux », révèle que 80% des investisseurs internationaux envisagent renforcer leur position en Afrique, dans les 5 prochaines années. L'Afrique devrait, selon les prévisions, abriter un quart de la population mondiale en 2050. La diversification économique croissante (37 %), l'amélioration des infrastructures (33 %), les efforts portés sur l'innovation (30%) et l'urbanisation galopante (28%) sont également cités comme des tendances incitant à l'investissement.

Le modèle africain d'innovation se concentre principalement autour des domaines du numérique, en particulier les technologies liées aux services financiers et aux télécommunications. Mais aussi par une grande flexibilité et une forte adaptabilité aux réalités locales. Les pays qui attirent le moins d'investisseurs sont le Soudan, le Zimbabwe, la Zambie et la République démocratique du Congo; considérés comme les plus risqués en raison d'une instabilité politique chronique ou d'une situation sécuritaire préoccupante. (Source : Ecofin Hebdo. Photo: Agence Ecofin)

Le prochain Nobel d'Economie 2018 serait-il africain ?



L'économiste togolais Samuel Mathey, promoteur du concept « Entreprendre à Zéro Franc » (EZF) est en lice pour décrocher ce prix. Ce Docteur en économie a développé le concept EZF dans une quinzaine de pays sur le continent africain. Selon Dr Samuel Mathey, « 35.3 » et « EZF » constituent la panacée à la problématique de l'emploi des jeunes en Afrique. « L'initiative 35.3 est née d'un constat très simple. Aujourd'hui, les États africains n'ont pas véritablement de solutions pour l'emploi des jeunes.

La solution d'excellence qui apparaît pour les États, c'est l'entrepreneuriat ou l'auto-emploi. Au niveau de notre Fondation, nous avons fait des études qui corroborent d'autres études qui démontrent que les trois problèmes majeurs qui empêchent les jeunes d'entreprendre, c'est, l'accès aux fonds et à l'investissement; fiscalité et les impôts; et l'accès aux contrats et aux marchés ». Le Docteur Mathey a déjà formé plus de cent mille jeunes hommes et femmes à ce modèle et ce dans quatre langues différentes (le français, l'anglais, le portugais et l'arabe). (Photo: Fr.Le360.ma)

POST SCRIPTUM

Le Fonds du Partenariat ODD (SDGP)

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Le Fonds du Partenariat ODD ('SDGP') est un programme néerlandais qui soutient les organisations qui souhaitent se joindre à un partenariat public-privé (PPP) et contribuer aux objectifs de développement durable (ODD, 'SDG' en anglais).

Le programme se focalise sur 5 domaines, couvrant :

- La création de meilleures conditions de travail ;
- La réduction de la malnutrition ;
- La promotion de la croissance économique dans le secteur agricole et la filière pêche ;
- La création des chaînes alimentaires durables et respectueuses de l'environnement ;
- L'augmentation des investissements privés dans les pays en voie de développement.

Le programme est accessible pour chaque organisation en RDC qui remplit les critères suivants :

- L'organisation doit soumettre une proposition de projet avec un des quatre thèmes suivants : des chaînes de valeur efficaces ; la valeur nutritive ; l'économie circulaire ; du meilleur travail et revenu pour les jeunes et les femmes.
- Le PPP doit consister d'un maximum de 6 partenaires et doit inclure une organisation néerlandaise, une organisation locale, une ONG ou une institution de savoir, une entreprise et une organisation gouvernementale.

Le programme s'articule en trois phases:

- Le développement de projet ;
- La demande de subvention ;
- L'implémentation et le suivi.

Le budget disponible pour la première demande de candidatures de ce programme est de € 35 millions. Les organisations peuvent solliciter des subventions de minimum € 500.000 et de maximum € 3 millions par projet.

Pour plus de renseignements sur ce programme, visitez le lien suivant : <https://english.rvo.nl/subsidies-programmes/sdg-partnership-facility-sdgp>

INFORMATIONS PRATIQUES

Ambassade des Pays-Bas à Kinshasa

133, Boulevard du 30 juin (croisement de l'avenue des Jacarandas & Blvd 30 juin) | Gombe, Kinshasa

Téléphone : +243 99 6050 600

Urgence : +243 99 818 62 24

Fax : +243 99 6050 629

E-mail : kss@minbuza.nl

Adresse Postale aux Pays-Bas

Lokatie 309 / ZMA Kinshasa

Postbus 12200 - 2500 DD Den Haag

Horaires d'ouverture

Lundi – Jeudi / 08:00 – 16:30

Vendredi / 08:00 – 13:30

Section consulaire

Lundi et Mercredi / 09:00 - 12:00

Les autres jours uniquement sur RDV.

Consulat de Brazzaville

Adresse

30, Blvd Denis Sassou N'Guessou

B.P. 277 M'Pila - Brazzaville

Horaires d'ouverture

Lundi – Vendredi / 09:00-16:00 (Consulat)

Mardi & Jeudi / 09:00-12:00 (affaires consulaires)

Consule Honoraire

Madame Hilly-Anne Fumey

Tel : +242 06 924 14 07

E-mail : hamvanbaggum@yahoo.fr

Vous avez des commentaires, suggestions, remarques ou toutes autres questions, prière de prendre directement contact avec la section économique de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa :
Tel : +243 99 060 50 627
E-mail : kss-hb@minbuza.nl

Disclaimer/Desistement

Vous avez reçu ce bulletin parce que vous aviez été précédemment en contact avec l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Prière de transmettre un e-mail à kss-hb@minbuza.nl si vous ne désirez plus le recevoir.

Le contenu de ce bulletin ne reflète pas l'opinion de l'Ambassade du Royaume des Pays-Bas à Kinshasa. Il s'agit simplement d'un résumé d'articles publiés aussi bien par la presse nationale qu'internationale.

Credit photos : internet.

Rejoignez-nous sur  & 

M. Robert Schuddeboom (Ambassadeur) @rschuddeboom

Mme Marion van Schaik (Chef Sec Econ./Dév.)

Mme Hilly-Anne Fumey (Honorary consul)

M. Francis Wilanga (Sr Economic policy officer) @FrancisWilanga

Mme Sandy Makola (Economic policy officer) @Sandytalo